

BONNE ANNEE COMBATIVE

GREVE ET MANIFESTATION LE 21 JANVIER

La FSU appelle l'ensemble des personnels de l'Education, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche à se mobiliser pour une politique qui assure la réussite de tous les jeunes. Il s'agit de porter des propositions pour un système éducatif plus juste et plus égalitaire qui réponde pleinement aux besoins de la société, qui dispose à tous les niveaux des moyens nécessaires à ses missions et qui refuse les fatalismes scolaires et sociaux, relance la démocratisation de l'accès au baccalauréat, et diminue le nombre de sorties sans qualification du système éducatif .

- Contre le non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant en retraite et la suppression systématique de dizaines de milliers de postes, contre la RGPP et ses conséquences sur les services et les missions
- Pour la création de postes répondant aux besoins du service public et assurant l'amélioration des conditions de travail et d'étude
- Pour l'abandon de l'actuelle réforme de la formation des maîtres, de ses textes d'application concernant la formation et la négociation d'une tout autre réforme
- Pour le retrait de la réforme des LP, des projets actuels de réforme des lycées et de la gouvernance des établissements du second degré et la reprise des discussions sur d'autres bases
- Pour l'arrêt de la déstructuration du service public d'Enseignement Supérieur et de Recherche (universités, CNRS et autres organismes,...)
- Pour une véritable politique de l'éducation prioritaire qui assure partout le droit à une éducation de qualité et à la réussite
- Pour l'abandon de la suppression des cartes scolaire et universitaires
- Pour la revalorisation de l'ensemble de nos métiers, la requalification des emplois, la défense de nos statuts, la résorption de la précarité
- Contre les logiques d'individualisation de la gestion des carrières, de mise en concurrence des individus et des services

La FSU appelle donc les personnels du service public d'éducation, d'enseignement supérieur et de recherche à participer massivement aux actions du mois de janvier :

- dès la rentrée dans le second degré et notamment à partir du 14 janvier, à l'appel de ses syndicats dans les collèges et lycées,
- le **21 janvier** avec l'ensemble des fonctionnaires grève et manifestations
- le **30 janvier manifestation nationale** pour l'Education, contactez vos sections départementales FSU.



AGIR ENSEMBLE

AVEC LES PARENTS ET LES ELEVES
POUR UNE ECOLE PERMETTANT D'ASSURER
LA REUSSITE DE TOUS LES ELEVES

• **Pour** un système éducatif plus juste et plus égalitaire qui relance la démocratisation de l'accès au baccalauréat en disposant des moyens nécessaires à ses missions

• **Pour** une forte revalorisation des salaires, pour toutes et tous, avec des mesures applicables d'urgence, et l'amélioration de la gestion et des carrières des personnels

• **Pour** un arrêt immédiat des suppressions d'emplois du budget 2010 : 16 000 suppressions en 2010, faisant suite aux 11 200 puis 13 500 des deux rentrées 2008 et 2009

• **Pour** de meilleures conditions de travail dans nos établissements : **LP, EREA, SEGPA**

• **Pour** le maintien du cadrage national

Contre la mise en place de la nouvelle gouvernance des établissements (EPLE) qui remet en cause la liberté pédagogique des enseignant-es.

Contre la mise en concurrence des disciplines et des établissements.

C'est pour cela que le SNUEP-FSU demande :

• **La remise à plat de la réforme du Bac Pro** en 3 ans qui entraîne la suppression des BEP

• **D'autres choix budgétaires**

• **L'arrêt de la précarisation** et donc pas de compléments de service et intégration des heures d'accompagnement dans l'emploi du temps en heures poste, et **l'arrêt de la précarité** des personnels

• **Davantage de postes aux concours**

D'autres choix sont possibles...

...ENSEMBLE, IMPOSONS-LES.

TOUS EN GRÈVE LE 21 JANVIER



Réponse aux vœux du Président de la République du lundi 11 janvier
La FSU souhaite des engagements forts plus que des vœux de la part du Président de la République

Monsieur Nicolas SARKOZY
Président de la République
55 rue du Faubourg St Honoré
75008 Paris

Les Lilas, le 7 janvier 2010

Monsieur le Président de la République,

Vous présenterez lundi 11 janvier vos vœux au monde de l'Education et de la Recherche.

Permettez-moi de vous dire que les personnels attendent tout autre chose que la satisfaction sans nuance que vous avez affichée à propos de la réforme des lycées et de la loi LRU lors de vos vœux à l'ensemble des français.

J'ajoute que le choix de présenter vos vœux au sein d'une école aux statuts de droit privé associée au projet du « plateau de Saclay » n'est pas dénué de sens et suscite l'émoi des communautés universitaire et scientifique.

Permettez-moi de vous exprimer les vœux que nous portons pour notre système éducatif et pour notre recherche publique : ils nécessitent une réorientation profonde des politiques actuellement menées.

Nous avons besoin d'abord d'un nouvel élan pour construire une école qui assure la réussite de tous les jeunes.

Nous avons besoin d'un système éducatif plus juste et plus égalitaire qui réponde pleinement aux besoins de la société, qui refuse les déterminismes scolaires et sociaux, relance la démocratisation de l'accès au baccalauréat, et diminue le nombre de sorties sans qualification du système éducatif et qui dispose à tous les niveaux des moyens nécessaires à ses missions.

Nous avons besoin d'une recherche publique dynamique, assurée de la liberté et de la stabilité indispensables à son développement dans l'intérêt général, évaluée démocratiquement, s'appuyant sur les coopérations et non la concurrence effrénée.

Nous avons besoin de confiance, de démocratie, d'écoute pour impulser une véritable dynamique. Pour cela il n'est d'autre issue que de rompre avec un certain nombre de politiques engagées et procéder à une véritable remise à plat.

Plus que des vœux, ce sont des engagements forts que nous souhaitons entendre.

Il faut rompre avec le non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant en retraite et la suppression de dizaines de milliers de postes, et revenir en arrière sur la RGPP et ses conséquences sur les services et les missions : il est au contraire urgent de créer les postes répondant aux besoins du service public et assurant l'amélioration des conditions de travail et d'étude.

Il faut revenir sur l'actuelle réforme de la formation des maîtres, retirer ses textes d'application concernant la formation et négocier une tout autre réforme.

Il faut retirer la réforme des LP, les projets actuels de réforme des lycées et de la gouvernance des établissements du second degré : nous avons besoin de reprendre des discussions sur de toutes autres bases.

Il faut rompre avec la restructuration du service public d'Enseignement Supérieur et de Recherche (universités, CNRS et autres organismes, ...).

Il faut revenir sur la suppression des cartes scolaire et universitaires : nous avons besoin à l'inverse d'une véritable politique de l'éducation prioritaire qui assure partout le droit à une éducation de qualité et à la réussite.

Il faut mettre un terme aux logiques d'individualisation de la gestion des carrières, de mise en concurrence des individus et des services, destructrices pour les personnels et nocives pour les missions de services publics. Il faut également en finir avec le détournement voire l'abandon, des missions effectuées auprès des élèves par les personnels. Nous voulons la revalorisation de l'ensemble de nos métiers, la requalification des emplois, la défense de nos statuts, la résorption de la précarité.

Ce sont autant de conditions d'un service public d'éducation et de recherche véritablement efficace et démocratique.

C'est pour toutes ces raisons que les personnels de l'Education seront dans l'action en janvier, pour faire entendre et prendre en compte les propositions offensives et novatrices de transformation du système éducatif, pour sa démocratisation et la réussite de tous les jeunes, dont sont porteurs notre fédération et ses syndicats.

Je vous prie de croire, Monsieur le Président de la République, en l'expression de mes sentiments respectueux.

Gérard ASCHIERI
Secrétaire Général de la FSU



Toute l'info sur www.snuep.com
Vous pouvez nous écrire à snuepnat@snuep.com
ou à SNUEP FSU 12 rue Cabanis 75014 Paris
ou nous téléphoner au 01 45 65 02 56



Infos n°130

- 3 -

La jeunesse est la première victime de la crise économique et subit les contrecoups d'un marché de l'emploi fortement détérioré. Les politiques développées depuis plusieurs mois en faveur de l'emploi et de la formation des jeunes sont loin de répondre à leurs préoccupations. Elles n'ont pour objectif que de satisfaire les besoins immédiats de certains secteurs en accélérant l'insertion professionnelle, au détriment d'une formation complète nécessaire à une insertion durable sur le marché de l'emploi.

La transformation néolibérale de l'école se traduit depuis une dizaine d'années par des attaques de plus en plus importantes contre l'enseignement professionnel, par la réforme du Bac Pro 3ans ou par la volonté de délester vers l'apprentissage les élèves les plus éloignés de la culture scolaire.

Le développement de l'apprentissage public, par la création de CFA académiques et la transformation des lycées professionnels en lycées des Métiers, est la nouvelle arme utilisée pour en finir avec le modèle de l'enseignement professionnel. Dans les années à venir, le développement de parcours mixtes (scolaire puis apprentissage) à l'intérieur du lycée des Métiers permettra de continuer la démolition du service public de la formation professionnelle initiale.

Le SNUEP considère la formation de tous les PLP (« généralistes » ou « professionnels ») comme fondamentale, et il tient particulièrement à la garantie de professionnalisation des IUFM.

Si les finalités de la formation, le niveau de qualification et de recrutement doivent être identiques pour l'ensemble des PLP, l'entrée dans la formation doit pouvoir prendre en compte les particularités de l'enseignement professionnel (reconversion professionnelle, disciplines « métiers » sans réels parcours universitaires...). Ainsi, si l'admission peut se situer en fin de M2 pour l'ensemble des disciplines, on peut envisager une admissibilité qui pourrait être variable (de L3 à M2) en fonction des choix et des parcours des candidats : la formation doit permettre de les armer pour mieux faire réussir les élèves.

Combattre l'échec scolaire passe aussi par une gratuité réelle de tout ce qui est afférent aux études. Nous savons que ce qui décide certains élèves à aller vers l'apprentissage est le coût financier des études.

Le SNUEP estime que pour combattre l'échec scolaire, il est impératif de mutualiser les expériences pédagogiques aussi bien entre les 3 voies de formation du lycée qu'avec le collège. Le collège ne peut pas être laissé de côté, il doit être refondé afin de devenir un collège pour tous. La FSU doit se donner-là un vrai mandat d'étude.

Le secrétariat national

Lu au Bulletin officiel n 48 du 24 décembre 2009

Hygiène et sécurité

Vous trouverez au BO n° 48 du 24/12/2009, le compte rendu synthétique de la réunion du comité central d'hygiène et de sécurité ministériel compétent pour l'enseignement scolaire. Un article est à paraître dans le prochain journal du SNUEP-FSU national (n°54).



Toute l'info sur www.snuep.com
 Vous pouvez nous écrire à snuelpnat@snuep.com
 ou à SNUEP FSU 12 rue Cabanis 75014 Paris
 ou nous téléphoner au 01 45 65 02 56



Infos n°130

Les tours de passe-passe de la DGESCO

Extrait de la déclaration de la FSU au CTPM du 16/12/09

Nombre de postes de titulaires Suppression et création

Académies	Rentrée 2010
Aix-Marseille	- 89
Amiens	+ 63
Besançon	- 41
Bordeaux	+ 142
Caen	- 88
Clermont-Ferrand	+ 27
Corse	- 31
Créteil	- 65
Dijon	+ 91
Grenoble	+ 2
Lille	- 365
Limoges	- 76
Lyon	- 141
Montpellier	+ 219
Nancy-Metz	- 295
Nantes	+ 131
Nice	+ 116
Orléans-Tours	+ 11
Paris	+ 50
Poitiers	+ 128
Reims	- 118
Rennes	+ 118
Rouen	- 22
Strasbourg	+ 45
Toulouse	+ 125
Versailles	- 127
Martinique	- 97
Guadeloupe	- 43
Guyane	+ 144
Réunion	+ 86
France + DOM	- 100
COM	+ 100
Ensemble	0

Le projet de loi de finances programme de nouveau des coupes claires dans les moyens consacrés à la formation de jeunes avec 16 000 suppressions en 2010, faisant suite aux 11 200 puis 13 500 des deux rentrées 2008 et 2009.

Ces suppressions massives d'emploi mettent en péril l'avenir du système éducatif et l'empêchent à tous les niveaux, premier, seconde degré, supérieur, de faire face à ses missions et d'assurer la réussite de tous.

Elles pilotent des réformes pédagogiques rejetées par les personnels, aujourd'hui celle du lycée après celles de l'école et du lycée professionnel tandis que les difficultés s'amplifient au collège. La RGPP démantèle les services, au détriment du service rendu aux élèves et à leurs familles comme aux personnels.

Les remplacements ne sont pas assurés ou le sont dans des conditions dégradées, augmentant la précarité de nombreux vacataires ou contractuels.

Ce sont aussi les conditions des stages des étudiants de master et des enseignants stagiaires qui s'organisent dans des conditions inacceptables.

La FSU a mobilisé les personnels contre les choix budgétaires et continuera de le faire. S'agissant de la situation des personnels, la FSU revendique une revalorisation de la situation de tous et refuse de s'inscrire dans les marges définies par le gouvernement, celles de la moitié des crédits dégagés par les suppressions d'emplois.

Pour cela, nous demandons que d'autres choix soient faits. C'est pour cela que nous poursuivrons l'ensemble des actions engagées en ce sens.

Pour le SNUEP-FSU : la DGESCO, c'est la reine du tour de passe-passe !

Au nom du « rééquilibrage des dotations qui tient compte des évolutions démographiques et des besoins », l'administration met en avant une balance nulle entre les suppressions et les créations de postes d'enseignants. De plus, elle présente la suppression de tous les supports liés à l'emploi des stagiaires IUFM comme une simple mesure budgétaire. Au total, c'est plus de 5 000 postes d'enseignants qui seront supprimés, sans compter la disparition des 400 postes de CPE stagiaires.

En ce qui concerne les LP, le ministère ne prévoit rien en ce qui concerne les mesures transitoires pour accueillir les élèves en 1^{ère} de BAC PRO trois ans (ceux venant de 2^{nde} BAC PRO 3 ans ET ceux venant de terminale BEP en capacité de préparer le BAC PRO).

Il laisse chaque rectorat décider de sa politique dans le cadre de son autonomie, même si on reconnaît qu'il y aura effectivement « un bourrelet » en classe de 1^{ère} BAC PRO à la rentrée 2010.

MASTERISATION

La FSU et ses syndicats ont demandé le retrait des textes sur la mastérisation. Le ministère reconnaît que le métier d'enseignant s'apprend mais « le tout est de préciser le moment de la professionnalisation ». Les maquettes seront présentées officiellement début 2010. En janvier, en ce qui concerne les stages des étudiants, cela sera une année transitoire et une mise à plat de la situation sera faite et cela sera rediscuté.

Le SNUEP-FSU revendique des pré-recrutements et refuse la mise en place de stages en responsabilité pour les étudiants en master.

